



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

January 15, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

RANFOR a publié une déclaration le 11 janvier appelant au dialogue politique pour établir un cadre institutionnel consensuel pour l'expiration du mandat du CPT le 7 février représentant la troisième proposition majeure de la société civile en dix jours mais la coordination reste absente malgré les points de convergence. Vant Bef Info a rapporté le 14 janvier que les refuges du chef de gang Jimmy Barbecue Chérizier ont été détruits par des drones kamikazes avec la PNH annonçant la poursuite des opérations à Delmas Bel-Air et La Saline. L'OIM a signalé 5800 personnes nouvellement déplacées dans la capitale Port-au-Prince coïncidant avec les contre-offensives de la PNH tandis que la pause des attaques de gangs de 37 jours se poursuit. Le 17 janvier représente le dernier jour de la fenêtre de décision critique de la CARICOM pour les annonces de cadres permettant une mise en œuvre de 21 jours avant le 7 février.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

RANFOR appelle au dialogue politique sur le cadre de transition du 7 février troisième proposition majeure de la société civile en dix jours
Refuges de Barbecue détruits par des drones kamikazes le 14 janvier la PNH intensifie les opérations dans plusieurs zones de Port-au-Prince
5800 nouvellement déplacés dans la capitale selon l'OIM coïncidant avec les frappes de drones et les opérations de la PNH
La pause des attaques de gangs de 37 jours se poursuit malgré les frappes de drones contre le leadership des gangs
Le 17 janvier est le dernier jour de la fenêtre critique de la CARICOM pour les annonces de cadres de gouvernance

DÉVELOPPEMENT 1: RANFOR Appelle au Dialogue Politique au Milieu de la Fragmentation de la Société Civile Malgré la Convergence

RANFOR a publié une déclaration publique le 11 janvier publiée le 14 janvier appelant au dialogue politique pour aborder les incertitudes institutionnelles entourant l'expiration du mandat du CPT le 7 février. La déclaration a souligné que le 7 février marquera la fin du mandat du CPT sans qu'une alternative institutionnelle clairement définie et consensuelle ait été annoncée. RANFOR a appelé au dialogue pour convenir d'un exécutif de transition composé d'un président et d'un premier ministre restaurant l'autorité de l'État renforçant la sécurité désarmant les groupes armés organisant des élections en 2026 et adoptant un cadre de transition à durée limitée.

La déclaration de RANFOR représente la troisième proposition majeure de la société civile en dix jours suivant l'Initiative de la Société Civile du 6 janvier Proposition pour l'Achèvement de la Transition et le cadre du Conseil d'État de l'Alliance Nationale de Rupture du 6 novembre. Malgré des approches structurelles différentes les trois propositions partagent des points de convergence critiques incluant le rejet de l'extension du CPT la reconnaissance du 7 février comme date limite ferme selon l'Accord du 3 avril 2024 un exécutif de transition avec une structure président plus premier ministre des transitions à durée limitée pour éviter la gouvernance intérimaire perpétuelle un engagement à organiser des élections en 2026 et la priorisation de la restauration de l'autorité de l'État du renforcement de la sécurité et du désarmement des gangs comme prérequis.

La déclaration du GPE de la CARICOM du 12 janvier a observé qu'il existe des points de convergence dans les

nombreuses propositions mais a critiqué la lenteur des acteurs suggérant que les groupes de la société civile ne parviennent pas à s'unifier autour d'un cadre unique malgré les points communs se faisant concurrence pour la légitimité plutôt que de se coordonner et attendant que le CPT ou les acteurs internationaux approuvent des propositions spécifiques plutôt que de s'auto-organiser. Avec 23 jours jusqu'au 7 février et le 17 janvier représentant le dernier jour de la fenêtre de décision critique de la CARICOM la fragmentation de la société civile crée un risque qu'aucune proposition unique ne gagne un soutien suffisant que plusieurs cadres se fassent concurrence après le 7 février créant une crise de gouvernance double ou triple et que les acteurs internationaux doivent choisir entre les propositions aliénant ceux qui ne sont pas sélectionnés.

Le calcul stratégique auquel sont confrontés les acteurs de la société civile est de savoir s'il faut continuer à poursuivre des revendications de légitimité séparées ou s'unifier rapidement derrière un cadre unique qui peut attirer le seuil de ralliement de 60 pour cent de la classe politique identifié par le commentateur Leslie Voltaire comme nécessaire pour une transition réussie. L'absence de mécanismes de coordination entre RANFOR l'Initiative de la Société Civile et l'Alliance Nationale de Rupture malgré leur convergence sur les principes fondamentaux démontre les défis de l'action collective dans le paysage politique fragmenté d'Haïti où la mémoire institutionnelle des efforts de consensus ratés et les revendications de légitimité compétitives l'emportent sur les impératifs de coordination stratégique même face à une échéance constitutionnelle partagée.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les propositions de la société civile pour des cadres de gouvernance de transition ont historiquement eu du mal à réaliser leur mise en œuvre en Haïti en raison de la fragmentation de la classe politique des revendications de légitimité concurrentes et des préférences des acteurs internationaux pour des règlements négociés par les élites plutôt que pour des mécanismes de consensus à large assise comme le démontre l'expérience de l'Accord de Montana de 2021 où un cadre complet de la société civile n'a pas réussi à gagner du terrain contre la résistance de l'exécutif.

POINTS DE DISCUSSION

La déclaration du 11 janvier de RANFOR appelle au dialogue politique sur l'exécutif de transition la restauration de l'autorité de l'État et les élections de 2026

La troisième proposition majeure de la société civile en dix jours démontre la prolifération sans coordination malgré les points de convergence

Toutes les propositions rejettent l'extension du CPT reconnaissent la date limite du 7 février proposent une structure président plus premier ministre et priorisent la sécurité

La CARICOM critique la lenteur des acteurs malgré les points de convergence dans les nombreuses propositions

23 jours jusqu'au 7 février avec le 17 janvier dernier jour de la fenêtre critique pour les annonces de cadres

La fragmentation de la société civile risque qu'aucune proposition unique ne gagne de soutien que plusieurs cadres concurrents après le 7 février ou une imposition internationale

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations de la société civile devraient convoquer une réunion de coordination d'urgence avant le 17 janvier pour identifier un cadre unifié unique combinant les points de convergence des propositions de RANFOR

de l'Initiative de la Société Civile et de l'Alliance Nationale de Rupture

Les acteurs internationaux devraient clarifier d'ici s'ils soutiendront le cadre unifié de la société civile ou imposeront une structure alternative pour empêcher les revendications de gouvernance doubles après le 7 février

Le CPT devrait annoncer d'ici le 17 janvier s'il accepte le cadre unifié de la société civile ou propose un mécanisme alternatif pour utiliser le dernier jour de la fenêtre critique de la CARICOM

Les dirigeants de la classe politique devraient signaler d'ici quel cadre de la société civile atteint le seuil de ralliement de 60 pour cent nécessaire pour une transition réussie

Les médias devraient amplifier les points de convergence plutôt que les différences entre les propositions de la société civile pour créer une pression publique en faveur de la coordination

Les organisations de la diaspora devraient coordonner les messages soutenant le cadre unifié de la société civile pour démontrer l'alignement des parties prenantes internationales



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

DÉVELOPPEMENT 2: Refuges de Barbecue Détruits par des Drones Kamikazes alors que la PNH Intensifie les Opérations Contre le Leadership des Gangs

Vant Bef Info a rapporté le 14 janvier que les refuges appartenant au chef de gang Jimmy Barbecue Chérizier ont été réduits en cendres par des drones kamikazes. Le rapport détaille les opérations à Delmas 6 Bel-Air La Saline Delmas 2 Delmas 4 Delmas 6 et les secteurs du centre-ville. La Police Nationale d'Haïti a annoncé la poursuite des opérations à Delmas 6 affirmant sa détermination à déloger les bandits armés qui s'y sont retranchés et à reprendre le contrôle de la zone. Les frappes de drones ciblent le chef de gang le plus en vue d'Haïti qui commande la coalition G9 an Fanmi e Alye l'une des alliances de gangs les plus puissantes d'Haïti.

Les frappes de drones du 14 janvier font partie d'une offensive de plusieurs semaines de la PNH qui comprenait les affrontements de Bel Air du 6 janvier entraînant la suspension des opérations de MSF la fermeture du terminal de Varreux le 9 janvier en raison des opérations policières et la conférence de presse de la PNH du 12 janvier annonçant la saisie de 33 armes et 12000 munitions. L'importance stratégique de Barbecue découle de son rôle de leader du G9 de ses anciennes associations avec le parti PHTK et des accusations d'avoir orchestré des massacres pendant les transitions politiques en faisant une cible symbolique démontrant la capacité du gouvernement à frapper le leadership de gang de haut niveau. Le calendrier des opérations 23 jours avant le 7 février suggère que le gouvernement tente de créer des faits sur le terrain pour légitimer une extension potentielle du CPT ou démontrer des progrès dans les conditions de sécurité.

La pause des attaques de gangs de 37 jours se poursuit malgré les frappes de drones contre les refuges de Barbecue suggérant que les gangs maintiennent une discipline stratégique plutôt que de riposter. Cela indique que les gangs ne sont pas affaiblis selon l'affirmation du Premier ministre Fils-Aimé du 10 janvier mais démontrent plutôt de la retenue et que Barbecue a peut-être relocalisé ses refuges à l'avance minimisant l'impact opérationnel. Le calcul stratégique des gangs semble axé sur les négociations d'amnistie du 7 février selon l'avertissement du Crisis Group du 15 décembre plutôt que de répondre aux provocations de la PNH. Le rapport

d'octobre de la BINUH a noté que les opérations de drones entre mars et septembre 2025 ont entraîné 547 décès incluant 527 membres présumés de gangs et 20 civils dont 11 enfants établissant un précédent pour les pertes civiles des frappes de drones.

Le Directeur Général Normil Rameau a promis le 12 janvier que les routes vers le Sud et le Nord rouvriront avant le 7 février renforçant le récit du gouvernement selon lequel les opérations de la PNH obtiennent des gains territoriaux suffisants pour restaurer la fonctionnalité des corridors de transport. Les frappes de drones contre les refuges de Barbecue permettent au gouvernement de prétendre renverser la tendance contre les gangs et de démontrer la capacité de l'État à frapper le leadership des gangs contrant les récits d'impuissance gouvernementale. Cependant la poursuite de la pause des attaques de gangs malgré les frappes contre leur leader le plus éminent suggère que les gangs maintiennent une cohésion opérationnelle et une patience stratégique plutôt que de répondre par des représailles immédiates créant des questions sur le fait que les opérations de la PNH dégradent réellement les capacités des gangs ou déplacent simplement temporairement les structures de leadership.



CONTEXTE HISTORIQUE

Jimmy Barbecue Chérizier s'est imposé comme leader de la coalition de gangs G9 et a été accusé d'avoir orchestré des massacres à La Saline et Bel-Air pendant les transitions politiques. Les opérations de drones contre les positions des gangs ont commencé à s'intensifier en mars 2025 entraînant 547 décès jusqu'en septembre 2025 selon les rapports de la BINUH établissant un précédent pour les contre-offensives à forte létalité.

POINTS DE DISCUSSION

Refuges de Barbecue détruits par des drones kamikazes le 14 janvier à Delmas Bel-Air La Saline et les secteurs du centre-ville

La PNH annonce la poursuite des opérations ciblant le chef de gang le plus en vue d'Haïti

Les opérations se produisent 23 jours avant le 7 février suggérant un effort pour démontrer les progrès du gouvernement en matière de sécurité

La pause des attaques de gangs de 37 jours se poursuit malgré les frappes indiquant une discipline stratégique des gangs et non une faiblesse

La BINUH rapporte que les opérations de drones mars-septembre 2025 ont tué 20 civils dont 11 enfants établissant un précédent de pertes

Le Directeur Général Rameau promet que les routes vers le Sud et le Nord rouvriront avant le 7 février

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les observateurs internationaux devraient surveiller les rapports de pertes civiles des zones de frappes de drones du 14 janvier étant donné le précédent de la BINUH de 20 décès civils dont 11 enfants lors des opérations de drones précédentes

La PNH devrait clarifier les objectifs opérationnels du ciblage de Barbecue s'il s'agit d'un déplacement temporaire ou d'une dégradation permanente de la structure de commandement du G9

Les organisations de la société civile devraient documenter les schémas de déplacement de Delmas Bel-Air et La Saline pour évaluer l'impact humanitaire des opérations de drones

Les médias devraient enquêter pour savoir si Barbecue était présent dans les refuges ciblés ou avait relocalisé à l'avance pour déterminer l'impact réel sur le leadership des gangs

La communauté internationale devrait évaluer si les opérations de la PNH représentent des gains de sécurité durables ou un déplacement temporaire avant la date limite du 7 février

Les organisations humanitaires devraient prépositionner des ressources médicales dans les zones opérationnelles en prévision de pertes civiles potentielles des frappes de drones continues



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

DÉVELOPPEMENT 3: 5800 Nouvellement Déplacés dans la Capitale Port-au-Prince alors que les Opérations de la PNH Produisent une Crise Humanitaire

L'Organisation Internationale pour les Migrations a rapporté le 15 janvier que plus de 5800 personnes ont été déplacées au cur de la capitale Port-au-Prince. Le déplacement coïncide avec les frappes de drones du 14 janvier contre les refuges de Barbecue et les opérations de plusieurs semaines de la PNH à Delmas Bel-Air La Saline et les secteurs du centre-ville. Les 5800 nouveaux déplacements aggravent la crise existante de 1,4 million de personnes déplacées internes rapportée par l'UNICEF le 10 décembre et se produisent dans un contexte où seulement 40 pour cent des installations médicales de Port-au-Prince restent opérationnelles selon l'avertissement de MSF du 11 janvier signifiant que les civils déplacés manquent d'accès aux soins de santé.

Le moment du déplacement coïncidant avec les contre-offensives de la PNH démontre que les opérations gouvernementales dans les zones densément peuplées produisent un déplacement civil comme effets collatéraux même si la pause des attaques de gangs de 37 jours se poursuit. Les civils fuient les zones de combat où les opérations de la PNH incluant les frappes de drones ciblent les positions des gangs dans des quartiers comme Delmas Bel-Air et La Saline qui ont une forte densité résidentielle. Le rapport d'octobre de la BINUH a établi un précédent pour les pertes civiles des opérations de drones notant 20 décès civils dont 11 enfants entre mars et septembre 2025 suggérant que les frappes de drones du 14 janvier ont probablement produit des pertes similaires au-delà du chiffre de 5800 déplacements.

La crise humanitaire s'aggrave alors que les personnes déplacées rejoignent 1,4 million de PDI existantes dans une ville où l'infrastructure médicale s'est effondrée à 40 pour cent de capacité opérationnelle. L'avertissement de MSF du 11 janvier selon lequel les installations de santé sont gravement compromises signifie que les civils déplacés des opérations du 14-15 janvier manquent d'accès aux soins médicaux au traitement des traumatismes ou à l'assistance humanitaire. Le schéma de déplacement suggère que les opérations de la PNH priorisent les gains territoriaux et le ciblage du leadership des gangs plutôt que les considérations de protection des civils avec la promesse du Directeur Général Rameau du 12 janvier de rouvrir les routes vers le Sud et le Nord avant le 7 février indiquant que le gouvernement priorise la restauration des corridors de transport plutôt que de minimiser le déplacement civil.

Le déplacement se produit 23 jours avant l'expiration du mandat du CPT le 7 février créant une pression humanitaire supplémentaire pendant la période de transition constitutionnelle. Si la PNH continue les opérations

intensives dans les zones contrôlées par les gangs densément peuplées jusqu'à fin janvier et début février pour démontrer les progrès en matière de sécurité avant la date limite des vagues de déplacement supplémentaires sont probables. La crise de PDI existante de 1,4 million de personnes combinée à l'infrastructure médicale effondrée et 5800 nouveaux déplacements en une seule période de 24-48 heures démontre l'incapacité du système humanitaire à absorber les impacts continus des opérations de la PNH créant un risque d'urgence humanitaire aiguë si les opérations s'intensifient davantage.



CONTEXTE HISTORIQUE

La crise de PDI d'Haïti a atteint 1,4 million de personnes selon les rapports de l'UNICEF du 10 décembre représentant l'une des plus grandes urgences de déplacement de l'hémisphère occidental. L'infrastructure médicale de Port-au-Prince s'est effondrée à 40 pour cent de capacité opérationnelle selon MSF le 11 janvier avec le contrôle territorial des gangs empêchant l'accès humanitaire aux populations affectées.

POINTS DE DISCUSSION

L'OIM rapporte 5800 nouvellement déplacés dans la capitale Port-au-Prince le 15 janvier coïncidant avec les frappes de drones et les opérations de la PNH

Le déplacement aggrave la crise de PDI existante de 1,4 million dans un contexte de 40 pour cent de capacité opérationnelle des installations médicales

Les civils fuient les zones de combat densément peuplées à Delmas Bel-Air et La Saline où les opérations de la PNH ciblent les positions des gangs

Le précédent de la BINUH montre que les opérations de drones ont tué 20 civils dont 11 enfants mars-septembre 2025

Les opérations de la PNH priorisent les gains territoriaux et la réouverture des routes plutôt que les considérations de protection des civils

Des vagues de déplacement supplémentaires probables si les opérations intensives continuent jusqu'à fin janvier approchant le 7 février

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations humanitaires internationales devraient prépositionner des ressources médicales et d'abris d'urgence pour un déplacement supplémentaire anticipé si les opérations de la PNH s'intensifient en approchant le 7 février

L'OIM devrait mener une évaluation rapide des 5800 personnes nouvellement déplacées pour déterminer les besoins immédiats et identifier les populations vulnérables nécessitant une assistance prioritaire

MSF et les partenaires de santé devraient établir des unités médicales mobiles dans les zones de déplacement étant donné la capacité opérationnelle de 40 pour cent des installations fixes

Les agences de l'ONU devraient faire pression sur la PNH pour adopter des protocoles de protection des civils pour les opérations dans les zones densément peuplées afin de minimiser le déplacement et les pertes

La communauté internationale devrait fournir un financement humanitaire d'urgence en prévision de vagues de déplacement supplémentaires des opérations continues de la PNH

Les organisations de la société civile devraient documenter les schémas de déplacement civil pour établir la responsabilité des impacts humanitaires des opérations de sécurité



CONFIANCE



Confiance élevée basée sur des rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4: Le 17 Janvier Représente le Dernier Jour de la Fenêtre Critique de la CARICOM pour les Annonces de Cadres

Le 17 janvier 2026 représente le dernier jour de la fenêtre de décision critique de la CARICOM couvrant du 13 au 17 janvier pour les annonces de cadres de gouvernance qui permettent une mise en uvre de 21 jours avant l'expiration du mandat du CPT le 7 février. L'absence d'annonces jusqu'au 15 janvier aux deux tiers de la fenêtre suggère qu'Haïti entre dans le scénario de calendrier final compressé. Avec 23 jours jusqu'au 7 février et aucun cadre annoncé trois scénarios existent pour la période à week-end.

Le Scénario A implique des annonces où le CPT le Premier ministre Fils-Aimé la société civile ou la CARICOM annoncent des cadres de gouvernance le 17 janvier utilisant le dernier jour viable pour une mise en uvre de 21 jours. Cela nécessite un consensus interne du CPT parmi les neuf membres incluant sept membres votants et deux observateurs un accord sur le mécanisme d'extension ou le cadre de départ une coordination de la société civile où RANFOR l'Initiative de la Société Civile et l'Alliance Nationale de Rupture s'unifient autour d'une proposition unique et une légitimation internationale où la CARICOM l'OEA et l'ONU approuvent publiquement le cadre. Les exigences techniques pour une mise en uvre de 21 jours incluent la rédaction de décrets les consultations institutionnelles les processus d'approbation la publication au journal officiel et la coordination des parties prenantes à travers plusieurs acteurs faisant du la date limite absolue pour un calendrier de mise en uvre adéquat.

Le Scénario B implique un sommet d'urgence de week-end où si aucune annonce ne se produit la CARICOM convoque un sommet d'urgence des chefs de gouvernement pendant le week-end du 18-19 janvier pour imposer un cadre en sélectionnant une proposition de la société civile et en faisant pression sur le CPT pour l'accepter déclarer la facilitation suspendue en se retirant de la médiation forçant les acteurs haïtiens à naviguer le 7 février unilatéralement ou coordonner la division États-Unis-Canada par une tentative finale de réconcilier l'approbation du Secrétaire Rubio du 1er janvier des élections et du CPT contre la position de fin inconditionnelle du Ministre Giroux du 16 décembre. Le scénario de sommet d'urgence représente la dernière opportunité d'intervention de la CARICOM avant qu'Haïti n'entre dans les trois dernières semaines avec un calendrier de mise en uvre compressé insuffisant pour une préparation institutionnelle adéquate.

Le Scénario C implique un silence prolongé pendant le week-end jusqu'à la semaine prochaine créant une période de trois dernières semaines couvrant du 20 janvier au 7 février avec 18 jours ou moins pour la mise en uvre. Cela crée une insuffisance opérationnelle avec un temps inadéquat pour la rédaction de décrets les consultations les approbations et la publication une panique publique alors que la couverture médiatique du compte à rebours du basculement s'intensifie une mobilisation de l'opposition où MORN et l'Accord de Montana organisent des campagnes exigeant le départ du CPT et une reprise de la violence des gangs attendue fin janvier couvrant du 20 au 25 janvier pour exploiter la date limite approchante. Si les annonces se produisent le 20 janvier la fenêtre de mise en uvre de 18 jours représente le calendrier minimum absolu avec un risque élevé d'échec opérationnel étant donné la complexité de l'établissement du cadre de gouvernance de transition

nécessitant une coordination de plusieurs acteurs institutionnels.

La date limite de représente le point d'inflexion critique déterminant si Haïti transite via un cadre coordonné annoncé avec une mise en uvre de 21 jours une imposition internationale par un sommet de week-end de la CARICOM ou un effondrement fragmenté sans cadre et plusieurs revendications concurrentes après le 7 février. La promesse du Directeur Général Rameau de rouvrir les routes avant le 7 février les frappes de drones de la PNH contre les refuges de Barbecue et la prolifération de propositions de la société civile sans coordination se produisent tous dans ce calendrier compressé créant des conditions où les crises de gouvernance de sécurité et humanitaire convergent à la date limite constitutionnelle en l'absence d'annonce de cadre d'ici .



CONTEXTE HISTORIQUE

L'Accord du 3 avril 2024 a établi le mandat du CPT avec une expiration implicite le 7 février 2026 par le cadre de transition de 18 mois. La CARICOM a facilité plusieurs cycles de consultations depuis avril 2024 mais les acteurs politiques haïtiens ont constamment démontré une lenteur dans la prise de décision selon la critique du GPE de la CARICOM du 12 janvier créant un schéma de consensus retardé approchant les dates limites constitutionnelles.

POINTS DE DISCUSSION

Le 17 janvier est le dernier jour de la fenêtre critique de la CARICOM pour les annonces de cadres permettant une mise en uvre de 21 jours

Aucune annonce jusqu'au 15 janvier suggère qu'Haïti entre dans le scénario de calendrier compressé

Trois scénarios existent: annonces avec mise en uvre de 21 jours sommet d'urgence de week-end de la CARICOM ou silence prolongé créant une fenêtre de 18 jours

La mise en uvre de 21 jours nécessite la rédaction de décrets les consultations les approbations la publication et la coordination des parties prenantes

Si les annonces sont retardées au 20 janvier seulement 18 jours restent créant un risque d'insuffisance opérationnelle

Le silence prolongé devrait déclencher une panique publique une mobilisation de l'opposition et une reprise de la violence des gangs fin janvier

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Le CPT devrait convoquer une session d'urgence avant la fin des activités le 17 janvier pour annoncer le cadre de gouvernance ou le mécanisme de départ utilisant le dernier jour de la fenêtre critique

La CARICOM devrait émettre un ultimatum matin exigeant une annonce de cadre avant la fin de la journée ou déclenchant un sommet d'urgence des chefs de gouvernement de week-end

Les organisations de la société civile devraient présenter un cadre unifié matin incorporant les points de convergence des propositions de RANFOR de l'Initiative de la Société Civile et de l'Alliance Nationale de Rupture pour permettre l'approbation d'une proposition unique

La communauté internationale devrait coordonner les messages de clarifiant si elle soutiendra le cadre dirigé par les Haïtiens ou imposera une structure alternative si le silence continue

Les médias devraient intensifier la couverture de la date limite de pour créer une pression publique en faveur de l'annonce de cadre

Le Premier ministre Fils-Aimé devrait s'adresser à la nation soir clarifiant la position du gouvernement sur le mécanisme de transition du 7 février



CONFIANCE



Confiance élevée basée sur des rapports institutionnels officiels.

À SURVEILLER PROCHAINEMENT

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Surveiller les annonces de cadres de gouvernance par le CPT la société civile ou la CARICOM avant la fin des activités le 17 janvier représentant le dernier jour de la fenêtre critique pour le calendrier de mise en uvre de 21 jours avant le 7 février. Suivre si les organisations de la société civile convoquent une réunion de coordination d'urgence pour unifier les propositions de RANFOR de l'Initiative de la Société Civile et de l'Alliance Nationale de Rupture en un cadre unique. Observer si la CARICOM émet un ultimatum public exigeant des annonces ou annonce un sommet d'urgence des chefs de gouvernement de week-end pour les 18-19 janvier.

CETTE SEMAINE

Évaluer si la CARICOM convoque un sommet d'urgence pendant le week-end du 18-19 janvier si aucune annonce ne se produit représentant la dernière opportunité d'intervention internationale avant le calendrier compressé de 18 jours. Surveiller la poursuite des opérations de la PNH suite aux frappes de drones contre Barbecue du 14 janvier pour déterminer si des vagues de déplacement supplémentaires se produisent des contre-offensives intensifiées. Suivre si la pause des attaques de gangs s'étend au-delà de 37 jours pendant le week-end ou si la violence reprend fin janvier exploitant le calendrier compressé approchant le 7 février.

HORIZON STRATÉGIQUE

Évaluer si Haïti transite via un cadre coordonné avec un calendrier de mise en uvre adéquat une imposition internationale par un sommet de week-end de la CARICOM ou un effondrement fragmenté avec plusieurs revendications de gouvernance concurrentes après le 7 février. Surveiller si les gangs reprennent la violence à Port-au-Prince fin janvier couvrant du 20 au 25 janvier pour faire pression sur les négociations d'amnistie alors que le 7 février approche. Évaluer si les 5800 nouvellement déplacés des opérations du 14-15 janvier représentent la vague initiale d'une crise humanitaire plus large si la PNH intensifie les opérations jusqu'à fin janvier démontrant les progrès en matière de sécurité avant la date limite constitutionnelle.

SOURCES PRINCIPALES

1. Vant Bef Info - Haiti a l approche du 7 fevrier le RANFOR appelle a un dialogue politique face aux incertitudes institutionnelles - 14 janvier 2026
2. Vant Bef Info - Les refuges du chef de gang Barbecue reduits en cendres par des drones kamikazes - 14 janvier 2026

3. Organisation Internationale pour les Migrations - Rapport de déplacement Port-au-Prince - 15 janvier 2026
4. Groupe de Personnalités Éminentes de la CARICOM - Déclaration sur les points de convergence et la lenteur des acteurs - 12 janvier 2026
5. Police Nationale d'Haïti - Conférence de presse sur la saisie d'armes et la poursuite des opérations - 12 janvier 2026
6. Médecins Sans Frontières - Avertissement sur 40 pour cent de capacité opérationnelle des installations médicales de Port-au-Prince - 11 janvier 2026
7. UNICEF - Rapport sur 1,4 million de personnes déplacées internes en Haïti - 10 décembre 2025
8. BINUH - Rapport sur les pertes des opérations de drones mars-septembre 2025 - Octobre 2025
9. Crisis Group - Avertissement sur les négociations d'amnistie des gangs approchant le 7 février - 15 décembre 2025
10. Initiative de la Société Civile - Proposition pour l'Achèvement de la Transition - 6 janvier 2026
11. Alliance Nationale de Rupture - Proposition de cadre du Conseil d'État - 6 novembre 2025
12. Le National - Reportage sur la proposition de l'Alliance Nationale de Rupture - 6 novembre 2025
13. Premier ministre Fils-Aimé - Déclaration sur la situation affaiblie des gangs - 10 janvier 2026
14. Directeur Général de la PNH Normil Rameau - Promesse de rouvrir les routes vers le Sud et le Nord avant le 7 février - 12 janvier 2026